

quèrent. Cependant la Chambre, dominée par les radicaux, et qui venait d'apprendre que Jelačić était à quinze lieues de Pest, interdit aux troupes d'obéir à Lamberg, et à Lamberg de prendre le commandement, sous peine d'être déclaré traître à la Constitution. Rencontré sur le pont du Danube par une bande furieuse, Lamberg fut assommé et son corps terriblement mutilé. Le Parlement chassa de la salle des séances les assassins qui venaient s'y glorifier, et décréta la punition des coupables. Les regrets de la plupart des députés étaient sûrement sincères. Ce meurtre rendait la situation inextricable, la paix impossible. La Hongrie se trouvait désormais en pleine révolution: Déjà, en l'absence d'un ministère régulier, c'était à la commission de défense que Kossuth avait fait confier l'exécution des décrets contre Lamberg. Créée pour soutenir le gouvernement, elle se substituait à lui, donnant à la Hongrie son comité de salut public ¹.

A la nouvelle de l'assassinat, Batthyány était accouru à Vienne pour s'entremettre encore en faveur de son pays, et essayer d'empêcher des résolutions extrêmes. Mais il était trop tard; on lui demanda son contreseing pour la nomination de son successeur, Vay, et pour celle d'un nouveau ministre *a latere*, le comte Recsey, général hongrois qui vivait en retraite à Vienne. Batthyány refusa cette seconde signature, car le droit de proposer les ministres appartenait au président du conseil; la cour passa outre. Recsey, nommé président du conseil *ad hoc*, sans contreseing, contresigna lui-même le manifeste du 3 octobre, déclaration de guerre à la Hongrie. Le Parlement était dissous, ses résolutions non sanctionnées proclamées illégales et nulles; le pays mis en état de siège, et le cours de la vie constitutionnelle suspendu; Jelačić nommé commandant en chef de toutes les troupes régulières et irrégulières en Hongrie et Transylvanie, et commissaire extraordinaire muni des pleins pouvoirs du roi. Plus tard, disait le manifeste, on réglerait, avec le concours des représentants de tous les peuples, les rapports des diverses parties de la monarchie sur la base de l'unité de direction pour les intérêts communs et de l'égalité des nationalités. Ce n'étaient donc plus seulement les conquêtes de mars, c'était tout l'État historique hongrois qui était menacé: la nomination comme commissaire royal de Jelačić, un rebelle, l'attestait clairement. Tandis que Batthyány, convaincu désormais de

1. Marczali, *A legűy kor tört.*, 681.